

## Atelier de travail

### Les associations ethniques et leur rapport au politique : nouvel enjeu d'intégration

L'appartenance des personnes immigrées à des organisations « dominantes » de la société civile du pays d'accueil (*mainstream organisations*) devrait-elle être prise en compte de la même manière que l'appartenance à des organisations ethniques ou immigrées spécifiques ? Ce débat polarisé a fourni plusieurs interprétations et modèles d'analyse du mouvement associatif immigré ou à vocation ethnique. Il en ressort deux grandes orientations pour appréhender leurs fonctions au sein de la société d'accueil:

La première, intégrationniste, repose sur une logique de l'universalité d'intégration et d'assimilation à la société globale (*mainstream society*) et questionne la capacité des associations « communautaires » des migrants à conjuguer la juste mesure entre « *l'entre soi* » et le « *faire ensemble* ». Les associations ethniques favorisent la ségrégation car, fonctionnant de façon parallèle, elles minimisent les contacts interpersonnels et institutionnels avec la majorité et constituent un frein à l'intégration sociale et politique dans une formation nationale.

La seconde, différentialiste, soutient qu'une société véritablement multiethnique doit également offrir un espace aux personnes, pour s'associer sur la base d'une identité culturelle ou origine nationale commune. Les associations ethniques, parce qu'elles sont des institutions sociales intermédiaires susceptibles de créer un équilibre entre des intérêts multiples, favorisent l'assimilation ou l'intégration.

Dans le prolongement de ce débat, le chercheur Kayamba Tshitshi Ndouba saisit les interactions de ces associations ethniques avec le champ politique. Il analyse dans quelle mesure, les associations des migrants, qui, bien que prestataires des services liés à l'accueil et l'établissement de leurs concitoyens et attachées à la préservation du patrimoine culturel de leur pays d'origine, se mobilisent cependant activement sur la scène politique du pays d'accueil. Il interroge paradoxalement les défis qui s'offrent à eux, leurs rôles et leur capacité d'impacter dans le fonctionnement de ce système politique.

**Kayamba Tshitshi Ndouba** est Docteur en Droit (mention droit constitutionnel) de l'Université Nationale d'Education à Distance (UNED) à Madrid. Il est Professeur Associé à la faculté des sciences sociales, juridiques et humaines de l'Université Internationale de la Rioja (UNIR) en Espagne et chercheur affilié au Centre d'Etudes sur les migrations et les relations interculturelles de l'Université (CEMyRI) de l'Université d'Almeria en Espagne. Il s'intéresse à l'évolution des modèles migratoires français et espagnol ainsi qu'aux processus d'intégration politique des migrants dans les grandes villes dans une perspective comparée entre plusieurs pays.

**Mardi 18 septembre 2018, 12h30-14h00**

**Salle A-5020, pavillon Hubert-Aquin, UQAM**

**Pour toute demande d'information, veuillez contacter le CRIEC à [criec@uqam.ca](mailto:criec@uqam.ca).**

